

GISÈLE PELICOT DONNE DE LA VOIX À TOUTES LES FEMMES QUI SE BATTENT CONTRE CETTE SOCIÉTÉ

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait

partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

C'est pas O'quais !

Il n'y a plus 1m² de place libre nulle part. Si la direction ne le comprend pas on va finir par ouvrir des zones de stockage dans leur bureau au première étage. En tout cas, sur les quais le mécontentement s'accumule autant que les marchandises.

Plus égal moins ?

À l'heure où l'on déplace de plus en plus de marchandises, la direction retire un préparateur de commande en production d'après-midi. Combien d'années d'études pour en arriver à cette idée lumineuse ?

Multiplions les bras

Nous manquons de place, mais nous manquons aussi de bras. Avec les nouvelles activités nous sommes entre 1/3 et la moitié de l'effectif en intérim. Pour régler le problème du sous-effectif, il faut commencer par imposer à La Poste l'embauche de toute celles et ceux qui le souhaitent. Ce serait un premier pas vers l'augmentation des effectifs.

Nous travaillons ensemble, nous mangeons ensemble !

Depuis ce lundi 16 septembre, le prix de la cantine a triplé pour les intérimaires, les sous-traitants Via Poste et les agents d'entretiens. Pourtant, dans le hall de production, les k7 pèsent le même poids pour tous et les horaires décalés sont les mêmes. Nous diviser jusque dans la cantine... il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour avoir ce genre d'idées.

La Poste, un lobby comme les autres.

La Poste veut empêcher la loi OUI PUB en menant une campagne active de lobbysme, notamment au parlement. Quoi qu'on puisse penser de ces pubs, il est quand même notable de voir que La Poste se comporte comme n'importe quelle grosse entreprise polluante à l'image des Monsanto ou total. Quand il y a du business à se faire l'entreprise oublie vite ses bonnes résolutions écologiques.

Des oublis à géométrie variable.

Dans cette campagne de lobbyiste, nous avons pu découvrir, dans le magazine «Forum» des facteurs, la phrase suivante : «le OUI PUB provoque en réalité l'arrêt de la distribution de prospectus. Le digital devient le seul moyen d'accéder aux promotions, ce qui pénalise les populations

éloignées du numérique.» La Poste qui se soucie des personnes non connectées, une bonne blague à rappeler aux personnes dont les bureaux de poste ont fermé.

Salaires en baisse, profits en hausse

Sous prétexte d'une inflation moins forte, le smic risque de ne connaître aucune augmentation, ni automatique ni bénéfice d'un coup de pouce, de la part du gouvernement de Michel Barnier. Celui-ci est aux ordres du patronat comme ses prédécesseurs et le Medef a bien affirmé lors de son université d'été qu'il était contre. Un sixième des salariés est au smic en France. L'explosion des prix ces dernières années n'a pas été compensée par les petites augmentations ridicules qui ne payent pas les factures. Le Secours populaire a récemment pointé l'augmentation de la pauvreté. Seul un mouvement de grève sur les salaires pourra commencer à la remettre en cause.

Plan social à Milee (ex-Adrexo)

Le 9 septembre, le tribunal de commerce de Marseille a entériné la cessation d'activité de Milee (ex-Adrexo, distribution courrier, presse et IP). Les 10 000 salariés sont licenciés, les paies d'août ne sont pas assurées. C'est un scandale quand on sait que Milee a réalisé 150 millions d'euros de chiffre d'affaires et versé 70 millions de dividendes en 2023, largement de quoi maintenir l'emploi et payer les salaires.

Chômage pour les uns... et surplus de travail pour nous, vu que La Poste va récupérer le trafic. Alors qu'elle intègre aussi ces salariés ! Ce n'est pas aux travailleurs de payer les faillites des patrons.

Dans la rue pour les salaires

Le 1er octobre, plusieurs syndicats appellent à une journée de grève et de manifestations pour exiger des augmentations de salaire. Mois après mois, le patronat grignote nos revenus en augmentant les prix. La Poste en est championne, avec un timbre qui va encore augmenter de 6,8 % début 2025. Mais pour nos salaires, c'est tintin ! Il va falloir exiger notre dû collectivement. Et la journée du 1er octobre n'est qu'une étape à laquelle il faudra être nombreux.

**Toutes nos publications sur
site : <https://npa-revolutionnaires.org/>**